

# nov'ACTU

votre actualité économique et financière by novAM Office Patrimonial



## Les négociations se poursuivent...

Les responsables politiques américains seraient bien inspirés d'accélérer les négociations s'ils désirent voguer vers la Floride – ou autres lieux de villégiature – avec le sentiment du devoir accompli. Véritable arlésienne des dernières semaines, les négociations relatives au plan de relance en infrastructures restent en effet toujours en suspens à ce jour.

Pour rappel, ce dernier volet doit – en plus de prolonger la vigueur de la reprise américaine – optimiser à plus long terme la productivité des Américains via des investissements massifs dans les infrastructures et la formation... mais également la part de la population active qui travaille réellement (investissement dans l'éducation et soutien aux familles).

Le président de la Fed est justement venu rappeler cette semaine que le renforcement du soutien budgétaire serait essentiel pour faciliter la normalisation – très progressive – de la politique monétaire. Joe Biden serait-il en retard sur sa feuille de route ? Après la validation d'un second volet de 3 500 milliards de dollars par la Commission du Budget et le premier volet bipartisan de 1 200 milliards de dollars qui contient 600 milliards de dollars de fonds nouveaux, les dépenses additionnelles atteignent d'ores et déjà un montant substantiel de 4 000 milliards de dollars !

Le second volet reste toutefois crucial dans l'esprit de l'administration Biden, puisqu'il contient les réformes promises lors de la campagne du locataire de la Maison Blanche (éducation, climat, santé).

Pour parvenir à ses fins via la « procédure de réconciliation », il est probable que l'aile la plus progressiste du camp démocrate se voit contrainte à quelques concessions (enveloppe globale revue à la baisse ?) pour emporter l'adhésion de l'ensemble du parti... comme celle du sénateur démocrate centriste Joe Manchin opposé à un plan qui pénaliserait à l'excès le secteur pétrolier.

## "Fit for 55"... Le climat toujours plus central dans la stratégie européenne

S'il existe un domaine où le Vieux Continent peut se targuer du statut de leader mondial, c'est bien celui de la transition énergétique. Bruxelles présentait cette semaine son plan d'action « Fit for 55 » largement inspiré du « green deal » défendu à corps et âmes par la présidente de la Commission Européenne Ursula Von Der Leyen pour qui « L'Europe est prête à ouvrir la voie ».

Que retenir de ce plan ? Probablement son ambition... l'objectif affiché est de « verdir structurellement toute l'économie du continent », de « construire un nouveau modèle », en parvenant notamment à la neutralité carbone à horizon 2050... à la faveur d'une réduction de 55% des émissions d'ici 2030 !

Tout un programme... Les adeptes des moteurs thermiques sont évidemment ciblés, puisqu'un calendrier d'interdiction de ces véhicules (2035 ?) a été défini.

Si ce même calendrier est probablement celui qui défraiera le plus la chronique, d'autres orientations stratégiques annoncent des virages encore plus serrés à négocier (que l'on roule en Tesla ou en Renault Zoé).

Mécanismes d'ajustement carbone aux frontières, élargissement du marché carbone à l'aviation et au maritime, création d'un second marché carbone pour le transport routier et le chauffage, ... la mise en place de ce plan nécessite en effet de profondes évolutions de notre modèle économique !

Les premières réactions ne se sont logiquement pas fait attendre, représentants du secteur automobile en tête (ces derniers sont déjà challengés par la crise et les évolutions réglementaires récentes). Prochaine étape : la validation par le parlement et les états membres du plan proposé par la Commission Européenne.

Nul doute que ces sujets majeurs accapareront une place prépondérante dans le débat public, puisque le calendrier européen regorge d'échéances électorales cruciales (élections allemandes en septembre et présidentielle française en 2022).



### Une gestion toujours aussi réactive de l'Empire du Milieu

Premier bénéficiaire du rebond de la demande mondiale, l'Empire du Milieu est en toute logique également le premier à subir une perte de vitesse de l'activité économique.

Les données du PIB du deuxième trimestre de la Chine ne sont donc finalement pas surprenantes pour les observateurs : la production industrielle ralentit ainsi progressivement, bien que toujours supérieure à la dynamique pré-crise. La demande domestique reste quant à elle en deçà de sa tendance, malgré un effet rattrapage certain.

A plus court terme, la conjoncture chinoise subit également les effets des restrictions sanitaires récentes (foyers épidémiques liés au variant Delta). Comme nous avons pu l'évoquer ces derniers mois, ce léger ralentissement offre une nouvelle fois l'occasion de souligner la marge de manœuvre monétaire très importante (surtout en relatif aux économies occidentales) de la Chine !

Alors que la demande mondiale dirigée vers la Chine devrait logiquement ralentir sous l'effet du ralentissement de la reprise dans le reste du monde, les autorités locales ont une nouvelle fois fait preuve d'une grande réactivité sur le plan monétaire !

La Banque Centrale vient en effet de rouvrir le robinet à liquidité en réduisant les réserves obligatoires des banques du pays (en d'autres termes relancer le crédit pour soutenir l'investissement des agents économiques). Des mesures complémentaires sont très probablement au programme, l'ambition du gouvernement restant toutefois de ne pas nourrir une bulle immobilière.

nouvel apport de liquidités à long terme (qui représente près de 130 milliards d'euros) indirectement permis par les instances chinoises a favorisé le rebond des indices actions de l'Empire du Milieu.

## Les négociations progressent à l'OPEP+

Nous évoquions dans la chronique du 1er juillet 2021 une réunion décisive pour les pays membres de l'OPEP+ au cours de laquelle des échanges devaient avoir lieu autour du calendrier de relèvement de la production de pétrole au niveau mondial.

Ces négociations ont été quelque peu bousculées par les Emirats Arabes Unis qui ont conditionné cette hausse globale à une hausse de leurs quotas de production (qui doit être approuvé par l'ensemble des autres pays membres).

Ce sujet de discordance semble s'estomper peu à peu, les EAU ayant trouvé un accord avec l'Arabie Saoudite à ce sujet. Les négociations devraient ainsi pouvoir reprendre prochainement, tandis que les investisseurs ont pu constater une légère détente sur les prix du baril de brut suite à la parution de cette nouvelle. La maîtrise des cours de l'or noir restera un enjeu décisif dans les mois à venir, notamment dans un contexte de craintes inflationnistes.

*Sources : WiseAM, voanews, challenges, nouvelobs, lefigaro, cnn, franceinter, le point, BFM, boursorama, lemonde, investing  
Achévé de rédiger le 16/07/2021*



[www.nov-am.com](http://www.nov-am.com)



novAM - 31, rue des poissonniers 92200 Neuilly s/Seine



01 55 62 00 96



[contact@nov-am.com](mailto:contact@nov-am.com)